

# De l'Égalité III <sup>1</sup>

## Marx 78

*Théorie et histoire : quant à la fonction d'un « modèle français » dans le matérialisme historique. De l'égalité (III).*

« Le mot d'ordre de la démocratie, *isonomia*, « égalité des droits civiques », considéré par ses tenants comme « le plus beau de tous les mots » (Hérodote), se révéla par la suite être un mot et rien de plus. Car selon la remarque d'un historien grec ultérieur, « l'égalité devant la loi ne sert à rien sans l'égalité des biens » (Diodore de Sicile), et il ne pouvait y avoir d'égalité avec la propriété privée des marchandises<sup>2</sup>. »

Dès le temps platonicien, et sans doute avant<sup>3</sup>, l'*isonomos*, « qui jouit de droits égaux », qualifie le démocratique. Appien d'Alexandria dira simplement : *to isonomon*, la démocratie. Qui est bien *isocratie*, d'un autre mot d'Hérodote.

Alexis de Tocqueville, à son tour, retiendra ce qu'il appelle « l'égalité des conditions » comme formant le cœur même de la Démocratie américaine ; à laquelle il demandera, note J. J. Chevallier, de jeter « quelque lumière sur ces problèmes français de liberté et d'égalité qu'un seul mot recouvrait : *Démocratie*<sup>4</sup> ».

Egalité/Démocratie/ ... France, puisque c'est dit ; nous retrouvons sans surprise cette identité : n'était-elle pas celle-là de Marx et d'Engels<sup>5</sup> ? Or l'histoire du « modèle » français dans la constitution du matérialisme historique reste toujours à faire. Les points d'appui ne lui feraient pas défaut, du premier projet d'écrire une histoire de la Convention, chez Marx, aux rédactions successives de *La guerre civile en France* et à l'*Anti-Dühring* d'Engels, à travers la *Sainte Famille*, *Misère de la philosophie*<sup>6</sup>, le *Manifeste* et son opiniâtre genèse dans la Ligue à Paris, les *Luttes de classes en France*, le *18 Brumaire*, ou les premiers congrès de l'A. I. T. Le désigné de cette histoire n'a rien d'obscur ; il s'agit de la problématique de l'Etat, dans le procès révolutionnaire de la transition du capitalisme au communisme, et de son corollaire, la problématique de l'idéologie, au sein des luttes de classes de la période. Lénine ne s'y est pas trompé<sup>7</sup>. Et nous, aujourd'hui, ici, nous ferons-nous les fossoyeurs furtifs de la question ?

---

1 1ère publication : *Dialectiques*, n°22, 1er trimestre 1978

2 George Thomson, *Studies in ancient greek society*, vol. II, *The first philosophers*, p. 227 ; Traduction française, *Les premiers philosophes*, E. S. , Paris, 1973, p. 241.

3 Cf. Marcel Détienné qui, dans *Les maîtres de vérité dans la Grèce archaïque*, (Maspero, Paris, 1967, p. 93), fait remonter l'égalité à l'*isègoria*, égalité de parole des anciens guerriers et à leur pratique de banquets « à parts égales » ; l'idéal de l'*isonomia* aurait la même origine.

4 *Les grandes œuvres politiques*, A. Colin, Paris, 1952 , p. 222.

5 Cf. *De l'égalité*, apud *Dialectiques*, n° 1-2, mai 1973, p. 28 ; je renvoie globalement à mes deux précédentes études ; pour la seconde, *De l'égalité* (II), cf. *dialectiques*, n° 6, automne 1974.

6 J'ai consacré quelques pages à la question de l'égalité dans cet ouvrage apud *Le statut marxiste de la philosophie*, Complexe/P.U.F., 1976, p. 329 et suiv.

7 En lisant et en annotant les textes de Marx et d'Engels sur ces questions, cf. *Lénine, Le cahier bleu*, Complexe/P. U. F., 1977.

## Liberté, égalité, démocratie

*Démocratie, égalité*, une seule et même chose. Donc, pour un terme comme pour l'autre, il conviendra de parler de *recouvrement idéologique*, de phénomène de *connaissance-méconnaissance*, d'*apparence fondée* ; d'aller à nouveau à la dé-couverte de l'idéologie dominante... bourgeoise ? Tenter donc d'exposer, sous les prétentions universalistes, *transclassistes*, comme disent si bien les Italiens, du discours, les contradictions de ceux qui le tiennent, et la parole propre de ces particuliers que sont les classes.

En commençant par apprendre à lire là où il faut, dans un texte exemplaire, pour l'histoire, même « immédiate », aussi bien que pour la théorie. Ce texte, non choisi, imposé, que Marx intitule, comme une chronique ordinaire, *de février à juin 1848*<sup>8</sup>. Une phrase qui malmène l'idée la mieux reçue résume la démonstration : « *C'est du 4 mai et non du 15 février que date la République*<sup>9</sup>. » Le pouvoir issu de février confondait les intérêts de ses artisans. Lamartine proclamait que le gouvernement provisoire suspendait « ce malentendu terrible qui existe entre les différentes classes ». C'était le temps de « la fraternisation et de la fraternité universelle », le triomphe du « peuple » sur les « oppresseurs », de la République sur la monarchie. Dans cette auberge espagnole, chacun oubliait qu'il n'avait amené que son propre repas. Trois mois après, les choses remplacent les mots, la révolution *haïssable*, la *belle* révolution. Des Républiques qui coexistaient sous le Gouvernement provisoire, l'une l'a emporté : « le véritable lieu de naissance de la République bourgeoise n'est pas la *victoire de février*, c'est la *défaite de juin* ». Marx retrace la réelle stratégie bourgeoise de 1848, celle de l'oignon. Pour assurer la finalité de la révolution qui consiste à faire accéder au pouvoir la fraction industrielle de la classe et élargir la « bancocratie », qu'on devait en principe éliminer, il faut d'abord arracher la peau prolétarienne, à travers une série de mesures financières, économiques, sociales (les ateliers nationaux), enfin ouvertement violentes et *contre-révolutionnaires* ; dans son chapitre suivant, Marx montrera comment, de juin 48 à juin 49, la bourgeoisie se débarrasse de son allié petit-bourgeois. « Nous avons vu que la République de février n'était, en réalité, et ne pouvait être qu'une république bourgeoise, que, d'autre part, le Gouvernement provisoire, sous la pression directe du prolétariat, fut obligé de la proclamer une république *pourvue d'institutions sociales*, que le prolétariat parisien était encore incapable d'aller au-delà de la République bourgeoise autrement qu'*en idée, en imagination*, que partout où il passait réellement à l'action, c'était au service de cette dernière qu'il agissait ; que les promesses qui lui avaient été faites devenaient un danger insupportable pour la nouvelle République, et que toute l'existence du Gouvernement provisoire se réduisait à une lutte continuelle contre les revendications du prolétariat. » Les choses finissent par s'appeler par leur nom : de même que la monarchie de juillet fut contrainte « de se présenter comme *entourée d'institutions républicaines*, la même République de février dut se déclarer une République *entourée d'institutions sociales* ». Il y avait bien plusieurs républiques. Combien ? Autant que de classes – que deux classes. Le *18 Brumaire* résumera, avec plus de netteté encore : « La *République sociale* apparut, en tant que phase, que prophétie, au seuil de la révolution de février, au cours des journées de juin 1848, elle fut étouffée dans le sang du *prolétariat parisien*, mais elle roda comme un spectre dans les actes suivants du drame. On proclama la *République démocratique*. Elle disparut le 13 juin 1849, empotée dans la fuite de ses *petits-bourgeois*, mais, dans sa fuite, elle jeta derrière elle sa publicité doublement fanfaronne. La *République parlementaire* s'empara, avec la bourgeoisie, de toute la scène, et s'étendit, dans toute sa plénitude, mais le 2 décembre l'enterra, aux cris angoissés de : « Vive la République ! » poussés par les royalistes coalisés<sup>10</sup> ». *Républicain, démocratique, social,*

8 Il s'agit du point I des *Luttes de classes en France*, auquel se réfère l'analyse qui suit.

9 *Ibid.*, I, (E. S., Paris, 1952, P. 43) ; c'est Marx qui souligne.

10 *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*, E. S., Paris, 1963, p. 99 (point VII, début).

*parlementaire*, mensongère est la neutralité d'*isonomia*. La Bourgeoisie de 1848 (1848 ?) accepte à la rigueur, le mot d'ordre de « république démocratique » ; elle ne reprendra jamais, même par défi, celui du prolétariat, « république démocratique et sociale ». La peur de 93 lui tient encore au ventre et celle de Babeuf. Elle n'oublie pas par exemple que le Comité de salut public lui-même n'avait pas accepté d'abroger le décret girondin du 14 juin 1791 déclarant que les associations d'ouvriers ou de compagnons constituaient « un attentat à la liberté et à la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen ». Et les droits, quels droits ? Ceux que se font de la démocratie des bourgeois et des bourgeois juristes<sup>11</sup>, ou le « droit au travail », « première formulation maladroite où se résument les exigences révolutionnaires du prolétariat<sup>12</sup> », ou le « droit à la révolution », « après tout le seul "droit historique" réel<sup>13</sup> » ? Bavards aussi sont les symboles : cette Commission, qui marque la distance, en siégeant au Luxembourg, le drapeau rouge qui n'est plus qu'une rosette sur le drapeau tricolore... Comme on comprend que les « représentants officiels de la démocratie française » aient mis « plusieurs semaines pour commencer à soupçonner le sens du combat de juin ». Et qu'il avait lieu entre deux démocraties, celle qu'Engels appelait « démocratie vulgaire » (*Die Vulgärdemokratie*<sup>14</sup>) et celle que nous nommerons... comment : *réelle, véritable, populaire, socialiste, avancée* ? Ou tout simplement, avec le mouvement ouvrier d'après 48 : *La Sociale* ? Soyons sûrs que les mots, à nouveau, ne seront pas indifférents, ni minces les enjeux. La tentation n'est-elle pas forte de répudier la démocratie, selon la logique qui conduisait Labriola à affirmer que le *Manifeste* « fut la négation nette du principe de l'égalité<sup>15</sup> » ? Alors, dira-t-on (a-t-on dit) : *dictature, inégalité* ? Mais peut-on s'y résoudre ? Dilemme, alternative, contradiction ? Dans la réalité ou/et dans la pensée ? C'est le rouet.

Ou plutôt ce sera ; peut-être. Car Marx, quant à lui, n'y paraît point pris, qui conclut son analyse en substituant le drapeau rouge au drapeau tricolore et aux revendications bourgeoises « l'audacieux mot d'ordre de lutte révolutionnaire : *renversement de la bourgeoisie, Dictature de la classe ouvrière !* » Il ne renonce cependant ni à la démocratie puisque « le prolétariat s'érigeant en classe dominante » et « la conquête de la démocratie » c'est tout un<sup>16</sup> ; ni aux luttes des classes, même (surtout) pas à la petite-bourgeoisie<sup>17</sup>, inlassablement vilipendée. L'union et l'entente enfin des partis *démocratiques* ne sont-elles pas partout la tâche des communistes<sup>18</sup> ?

C'est qu'il en va de la démocratie, comme nous avons vu qu'il en allait de l'égalité. Sous l'égalité bourgeoise, qui assure le règne des inégalités, se tient une autre égalité, qui est l'égalité de l'autre ; sous la démocratie bourgeoise dont la vérité est la dictature, se tient une autre démocratie, la démocratie de l'autre et la dictature prolétarienne, dont la vérité est démocratie, n'est rien sinon le moyen de parvenir à cette égalité, la fin des classes.

Assurément le « modèle français » a fait voir cela, en portant à leur pointe extrême les contradictions de classes, ce point où **les dirrimer cesse** d'être utopiques, *par l'égalité, dans la démocratie*. Et aujourd'hui, 130 ans après les révolutions de mai et juin, qui aurait le front

11 La remarque est de Jean Dautry, *1848 et la deuxième République*, E. S., Paris, 3<sup>e</sup> éd., 1977, p. 102.

12 *Les luttes de classes en France*, éd. cit., p. 55 (point II).

13 *Ibid.*, il s'agit de l'*Introduction* de F. Engels, p. 21.

14 *Ibid.*, p. 10 ; et *M. E. W.*, t. 22, pp. 512-513 ; la « démocratie vulgaire », dit F. Engels, « comptait sur une victoire prochaine, décisive une fois pour toutes, du « peuple » sur les « oppresseurs », nous, sur une longue lutte, après l'élimination des « oppresseurs », entre les éléments antagonistes cachés précisément dans ce « peuple ».

15 *La concezione materialistica della storia*, E. Garin, éd. Laterza, 1965, p. 19 ; traduction française de A. Bonnet, Marcel Giard, Paris, 1928, 2<sup>e</sup> éd., p. 29 ; ce sont évidemment les utopistes que vise Labriola.

16 *Manifeste du parti communiste*, Aubier, Paris, 1971, p. 127 (II, in fine).

17 Point sur lequel Marx et Engels insistent à plusieurs reprises ; cf. réf. Apud *Le statut marxiste de la philosophie*, éd. cit., p. 348, n., et F. E., apud *Les Luttes...*, éd. cit., p. 21.

18 *Le Manifeste*, éd. cit., p. 159 ; souligné par moi, G. L.

d'affirmer que les situations sont fondamentalement différentes et que la référence a perdu de sa vertu, quand les mythes sociaux se défont de toutes parts ? De l'égalité : on décerne au pays, qui n'en finit plus de « réduire les inégalités », la « médaille d'or de l'inégalité<sup>19</sup> » ; de la démocratie, dont sont constants les « progrès » en matière d'autoritarisme, de répression et d'arbitraire<sup>20</sup>.

Filons le fil. Le « modèle » français, chez Marx et Engels<sup>21</sup>, dit encore autre chose. Il dit l'avenir de l'*isonomon* dans une nation aux forces productives et aux rapports de production développés, aux profondes traditions démocratiques, à la conscience de classe élevée, dans la bourgeoisie, dans le prolétariat, dans la lutte de classes, aux structures sociales d'échanges et d'antagonismes, dont l'Etat lui-même est le lieu<sup>22</sup>. Un avenir qui ne se lit pas dans le marc de café, mais dans des procès historiques concrets ne se répétant pas l'un l'autre, qui s'accomplissent dans le temps, se vérifient de se préciser ; des *Luttes de classes en France* à la *Guerre civile en France*. En France Lénine ausculte passionnément l'auscultation passionnée de Marx : La Commune, « une république qui ne devait pas seulement abolir la forme monarchique de la domination de classe, mais la domination de classe elle-même<sup>23</sup> », cite-t-il, avant d'énumérer 19 mesures significatives à ses yeux. Sans doute frappent-ils ces verbes forts, au travail dans le texte : supprimer (*aufheben, beseitigen*), détruire (*vernichten*), briser (*brechen*), mettre en pièces (*zerbrechen*), mais, quoi qu'en disent ceux qui les hypostasient et ceux qui les forclosent, ils ne sont qu'agents préposés à la défection d'un Etat inconservable ; ils s'épuisent à l'annonce de l'élimination de la bureaucratie, du remplacement de la représentation parlementaire par la représentation communale, de l'*autonomie locale*, de la *complète démocratie* en général, de la participation des classes travailleuses, de la *majorité* de la population, aux affaires de l'Etat. La fin de la préhistoire de l'humanité et la « reconstitution consciente de la société humaine<sup>24</sup> » sont l'objet de ce propos. Ce sont bien les « producteurs associés » qu'il s'agit de promouvoir et, au-delà, l'individu lui-même. Lénine est fidèle lecteur.

Qui sera praticien infidèle. Et le saura.

## puis vint Lénine...

Marx (Engels), cet *Aufklärer* impénitent du *Manifeste*, appelait à des lumières qui éclairaient les éclairés, bourgeois d'abord, prolétaires ensuite, contre les nuits féodales. Lénine se bat à contre-courant, fans une formation économique et sociale (F. E. S.), une histoire, qui résiste à la théorie. Un drame sort de là et peut-être LE DRAME dont nous ne sommes pas sortis. Où s'arrêter comme le conteur reprend son souffle, parce que les enfants ne suivent plus. Et que les paramètres se dérobent.

Même lorsqu'on accorde, encore n'est-ce que récent et comme en incise, que l'Etat soviétique, en tant qu'Etat de la transition n'a pas correspondu à la dictature du prolétariat, telle que Marx l'avait définie<sup>25</sup>, on ne tire pas de ce fait toutes les leçons. J'en suggèrerai

---

19 Le dossier serait énorme ; à titre de documents significatifs, voir la presse d'août 1976 : sur l'impôt en France (la « médaille d'or » est le titre d'un article de G. Mathieu paru dans *Le Monde* du 10/08) et *L'Humanité*, quotidiennement.

20 Les plus récents, entre autres : extension de la loi dite « anti-casseurs », fichage, assassinat impuni du 71<sup>e</sup> ressortissant algérien, livraison de Klaus Croissant à la R. F. A., intervention au Sahara occidental...

21 Sur le rôle de ce « modèle », on verra avec intérêt Droz, *Le socialisme allemand du Vormärz*, apud *Histoire générale du socialisme*, t. 1, P.U.F., 1972 (et passim, dans tout l'ouvrage, ainsi que sur l'idée d'égalité) ; V. G. Mosolov donne de nombreuses références dans son étude *I quaderni di Kreuznach*, apud *Critica marxista*, mars-avril 1973, p. 159 et suiv.

22 Cf. Engels, *Les luttes ...*, éd. cit., p. 17.

23 *Le cahier bleu*, éd. cit. p. 51.

24 Cf. *Dialectiques*, n° 6, art. cit. p. 77.

deux. La première concerne la pratique politique léniniste elle-même, au lendemain de la révolution d'octobre. Je tiens qu'elle n'a pas donné lieu à l'examen qu'elle mérite. Non pas en ce qui concerne les difficultés et les obstacles, « insurmontables » ou pas, de la conjoncture : guerre internationale, guerre civile, arriération des rapports sociaux, faiblesse numérique de la classe ouvrière, désorganisation de la production et du ravitaillement, etc., car ce sont là des données désormais bien connues, même si les types d'interprétation qui les prennent en compte sont eux, divers parfois jusqu'au contradictoire. Il s'agit du *travail* de Lénine, dans ces conditions, sur ces conditions : pourquoi continuer la révolution en Russie était-il beaucoup plus difficile qu'ailleurs ? Qu'a-t-on fait, ou plutôt *comment* a-t-on fait pour rester au plus près de ce qu'il convenait de faire, une démocratie de masse largement supérieure à tout ce qui avait existé jusqu'alors ? Il s'agit donc d'apprécier des écarts, des ajustements, des rectifications. ? Non point – qu'a-t-on fait d'autre ? –, selon la disposition en colonnes comptables du doit et de de l'avoir, ou du devoir et du pouvoir, ni moins encore selon le schéma de *l'application*. Quel emplâtre a jamais guéri une jambe de bois ! Prenons la dictature. Va-t-on se demander si elle est bonne ou non, ou ce qu'elle est devenue de Marx à Staline ou Dimitrov... Ou plutôt *qui* l'exerce et *quand* et *comment* et à *quelles fins* ? Le travail de Lénine, sa lucidité ; il donne, le 30 décembre 1920, cette analyse : « La dictature du prolétariat est inévitable lors du passage au socialisme, mais elle ne s'exerce pas par l'intermédiaire de l'organisation groupant tous les ouvriers de l'industrie. Pourquoi ? (...) Les choses se passent ainsi : le Parti absorbe en quelque sorte l'avant-garde du prolétariat, et c'est elle qui exerce la dictature du prolétariat (...) Mais il est impossible d'exercer la d. P. par l'intermédiaire de l'organisation qui le groupe tout entier. Car ce n'est pas seulement chez nous, l'un des pays capitalistes les plus arriérés, mais aussi dans tous les autres pays capitalistes, que le prolétariat est aussi si morcelé, humilié, corrompu çà et là (précisément par l'impérialisme dans certains pays), que l'organisation qui le groupe tout entier est incapable d'exercer directement sa dictature. Seule le peut l'avant-garde qui a absorbé l'énergie révolutionnaire de la classe<sup>26</sup>. » Ces lignes nous serviront-elles à saisir Lénine la main dans le sac, quand il opère le subtil ou brutal (au choix) passage de la dictature de la classe à celle de l'avant-garde, à celle du Parti et il ne restera plus alors à Staline qu'à dépouiller le C. C. lui-même ; ou comment fonctionne la paranoïa politique. Y verra-t-on le principe, et pourquoi pas, l'*essence* des rapports parti-syndicats, puisque c'est d'eux qu'il s'agit (« l'organisation groupant tous les ouvriers... ») au moment où ils *ne* servent plus *que* de courroie de transmission, Staline se trouvant justifié par avance de la théorisation qu'il en produira quatre ans après, dans ses conférences de l'Université Sverdlov<sup>27</sup> ? D'où découle iso facto que Staline étant dans Lénine, Lénine lui-même... et Marx... ; ou comment la schizophrénie saisit les politicologues. A moins que nous ne découvriions combien se révèle difficile, ce pourquoi même Trotsky et même Boukharine maîtrisent mal<sup>28</sup>, dans le nouvel Etat, l'ajustement de l'avant-garde à la classe ? Difficile peut-être à cause de ce *sujet* du pouvoir, « morcelé, humilié, corrompu çà et là » ? « Mais, ajoute Lénine, ce n'est pas tout. Le programme de notre parti (...) montre que notre Etat est un Etat ouvrier *présentant une déformation bureaucratique*. Et c'est cette triste, comment dirais-je, étiquette, que nous avons dû lui apposé. Voilà la transition dans toute sa réalité. Et alors, dans un Etat qui s'est formé dans ces

25 C'est le cas chez Santiago Carrillo, « *Eurocommunisme* » et *Etat*, Flammarion, 1977, p. 209, et chez Claude Renard, *Octobre soixante ans après*, apud *Cahiers marxistes*, n° 39, nov. 1977, p. 12.

26 *Œuvres*, t. 32, p. 12-13.

27 Voir *Les questions du léninisme*, E. S. t. 1, 1946 ; j'ai proposé une analyse de la théorisation stalinienne et développé les points seulement abordés ci-après dans deux débats du C.E.R.M., les 25.01 et 1. 02.77, avec F. Cohen et J. Elleinstein, consacrés à l'Etat soviétique ; le texte de ces interventions est à paraître dans un recueil collectif des E. S.

28 C'est la conjoncture du début de 1921, marquée par la célèbre brochure de Lénine, *A nouveau les syndicats* (t. 32).

conditions concrètes les syndicats n'ont rien à défendre ? On peut se passer d'eux pour défendre les intérêts matériels et moraux du prolétariat entièrement organisé ? C'est un raisonnement complètement faux du point de vue théorique. Il nous reporte dans le domaine de l'abstraction ou de l'idéal que nous atteindrons d'ici quinze ou vingt ans, et encore, je ne suis pas sûr que nous y parviendrons dans ce délai. Nous sommes en face d'une réalité que nous connaissons bien, si toutefois nous ne nous grisons pas, nous ne nous laissons pas entraîner par des discours d'intellectuels ou des raisonnements abstraits, ou encore, par ce qui semble parfois être une "théorie", mais n'est en fait qu'une erreur, une fausse appréciation des particularités de la période de transition. Notre Etat est tel aujourd'hui que le prolétariat totalement organisé doit se défendre, et nous devons utiliser ces organisations ouvrières pour défendre les ouvriers contre leur Etat, et pour que les ouvriers défendent notre Etat. Ces deux défenses s'opèrent au moyen d'une combinaison originale de nos mesures gouvernementales et de notre accord, au moyen de "l'amalgame", avec nos syndicats<sup>29</sup>. » Que convient-il de penser ? L'idée de la dictature ? Ou ce cap sur elle si durement maintenu ? Cette distance que Lénine, lui, tente de penser à travers ces projets de concepts que sont « absorption de l'énergie révolutionnaire » ou « amalgame » ? Et comment faire la théorie de l'Etat ouvrier, quand on est obligé de se colleter avec « la notion d'amalgame » qui « implique qu'il faut savoir faire jouer les mesures du pouvoir d'Etat pour défendre les intérêts matériels et moraux du prolétariat entièrement uni *contre* ce pouvoir d'Etat<sup>30</sup> » ? *La dictature du prolétariat contre la dictature du prolétariat*, voilà le problème. Aussi n'est-il guère étonnant que Lénine ne comprenne pas Boukharine, et même qu'il l'engueule, d'avancer le mot de « démocratie de la production », lui objectant curieusement que la démocratie relève « du seul domaine politique », ou que « la production est toujours nécessaire, pas la démocratie<sup>31</sup> » ! Le sujet, donc, du pouvoir ; qui est ce qu'il est ; hier, maintenant ; ici, là-bas ; qui peut même *disparaître*, comme le savait Lénine<sup>32</sup>.

Prenons la violence. Lénine ignorait-il qu'elle ne devait être utilisée qu'à l'encontre des oppresseurs, et encore à la rigueur, quand il n'était plus possible d'agir différemment, mais jamais envers les masses ? Pourquoi en recommande-t-il l'exercice, déjà en 1918, au premier contremaître venu et parle-t-il « de la soumission sans réserve à la volonté du dirigeant soviétique, du dictateur, *pendant* le travail<sup>33</sup> » ? Par sadisme, par goût de la caserne ? Admettons qu'on sache qu'il n'en est rien. Pourquoi alors laisser entendre que Lénine aurait eu une sorte de prédilection pour l'identité d. p./violence et que la définition de la dictature du prolétariat comme « un pouvoir sans aucune limitation, qu'aucune loi et absolument aucune règle ne viennent restreindre, qui s'appuie directement sur la violence » serait la plus constante chez lui ? Alors qu'au moment même – mars 1906, où Lénine propose cette définition qui n'est par ailleurs nullement la plus fréquente et n'est jamais invoquée sans obligation concrète, son souci majeur consiste à souligner toute la fécondité et la nouveauté de la « notion scientifique de la dictature » ? Dont il n'est peut-être pas inutile de dire deux mots, puisqu'il s'agit :

- de « la conquête par le peuple de la liberté politique », en dehors et à l'encontre de toute légalité existante ;

- de la « création de nouveaux organes *du pouvoir révolutionnaire* » ; Lénine commente ainsi : « Ces organes ont été créés exclusivement par les couches révolutionnaires de la population, ils ont été créés en dehors de toute loi et de toute règle par voie entièrement

29 T. 32, p. 17.

30 *Ibid.* c'est Lénine qui souligne.

31 *Ibid.*, p. 19.

32 T. 33, p. 59.

33 T. 27, p. 280 ; R. Linhart a donné une remarquable analyse de ces dispositions dans *Lénine, les paysans*, Taylor, Seuil, 1977, p. 107 et suiv.

révolutionnaire, comme produit d'une activité créatrice populaire originale, comme manifestation de l'initiative du peuple qui s'est affranchi ou qui s'affranchit des vieilles entraves policières » ;

- d'un pouvoir qui s'appuie « sur la masse du peuple » et non sur les baïonnettes ; qui se maintient « exclusivement » à l'aide de la confiance des larges masses ;

- d'un pouvoir « qui ne craint en rien l'ensemble du peuple, qui dévoile à tout le peuple les mobiles de ses actes et tous leurs détails, qui invite volontiers *tout* le peuple à participer non seulement à la « gestion » de l'Etat mais aussi au pouvoir, et à participer à l'orientation même de l'Etat<sup>34</sup> ».

Entre cette adresse, si proche des analyses produites par Marx en juin 1848, et les années 1920, où même l'impôt ne peut rentrer sans le recours à la contrainte<sup>35</sup>, pourra-t-on invoquer, comme si l'on était pressé de passer à autre chose, le fossé de l'idéal au réel, ou entreprendra-t-on une histoire de la dictature en tant que forme nécessaire du pouvoir de la transition ?

Ce qui m'amène à l'esquisse d'un second enseignement, concernant celui-là le mouvement ouvrier international. En ce que lui fut donnée (et ne cherchons pas d'agent à ce « donnée », même le Komintern) l'*expérience* soviétique comme la forme trouvée et pour tous obligatoire du pouvoir de la transition au communisme. La véridique carrière de la « théorie des modèles » commence ici. Au vrai, théorie *du* modèle, les autres ne dépendant que de la qualité du carbone et peut-être du nombre de copies. A la dictature du prolétariat il fallut intégrer les traits propres au premier Etat socialiste ; les lui conférer ; les faire intérioriser au mouvement ouvrier tout entier comme la vérité de sa pratique. Telle était la loi, à l'ouest comme à l'est de l'Oural, qu'étaient chargés d'éprouver et de prouver d'autres *passages* au socialisme dans le monde : moins elle s'appliquait, plus elle s'appliquait. L'écart ou la déviance faisait la règle. La dureté de la lutte de classes internationale durcissait tout. Le phénomène d'usurpation des titres de la théorie par l'histoire, ou, plus clairement dit, l'extraordinaire distorsion que lui faisait subir sa mise en œuvre dans des conditions empiriques qui étaient avec elle dans le rapport de moindre équation, ce renversement qui imposait la Russie-aux-couleurs-du-socialisme comme le socialisme-aux-couleurs-de-la-Russie trouvait sa confirmation dans les thèses, bourgeoises pour l'essentiel, selon lesquelles le *Capital* avait fait long feu et échouer les prophéties de Marx : non seulement la crise fatale, que Kautsky et Bernstein attendaient déjà, ne s'était pas produite, mais la révolution s'entêtait à n'éclater que dans des formations sociales arriérées, sous-développées, paysannes. Sans doute sait-on cela aussi, et certains, dont les intentions étaient assurément les moins pures, depuis longtemps, il faut pourtant redire qu'aux yeux mêmes de Lénine ni le parti unique, par exemple, ni la limitation du droit de vote n'étaient d'obligation théorique ; car ce ne sont pas là points de détail, mais les sûrs indices de ce qu'il faut une bonne fois en finir avec les recours idéologiques et les pudeurs éthiques, pour faire ce qui doit être fait : je le répète, l'histoire de cet Etat qui est né en 17. Ne pas craindre, à cette fin, de reprendre ou de reconstituer, sous les croûtes dogmatiques, d'anciens chemins, d'abord celui de Lénine, qui mérite quelque priorité. Et reste *à lire*. Ainsi plus d'un demi-siècle après Lénine, devra-t-on affirmer, comme le faisait A. Pannekoek, que la dictature du prolétariat n'était décidément pas possible dans les conditions russes et que la présupposition du communisme demeurait la classe ouvrière des pays capitalistes les plus avancés<sup>36</sup> ? Ou bien conviendra-t-on, avec le

---

34 Cf. t. 10, p. 248-253 ; à rapprocher du jugement porté dans *Les communistes et l'Etat* (J. Fabre, F. Hincker, L. Sève) E. S., 1977, p. 40.

35 T. 32, p. 451.

36 Cf. *Histoire du marxisme contemporain*, 10/18, Paris, t. 2, 1976, p. 338.

XXII<sup>e</sup> congrès du P.C.U.S. qu'elle a, au prix que l'on sait, atteint son but et qu'elle doit désormais laisser la place à l'*Etat du peuple entier* ? Le point mérite qu'on s'y arrête, car ce congrès dit « des bâtisseurs du communisme » annonçait qu'avec la fin du « culte de la personnalité » et « la victoire totale et définitive du socialisme », les conditions du passage au communisme étaient créées, dont<sup>37</sup> :

- la fin de l'opposition entre travail manuel et travail intellectuel ;
- la création d'une société homogène, ignorant les distinctions de classe ;
- la réalisation de « la forme supérieure de l'égalité sociale, l'égalité communiste, qui implique le rapport égal de tous aux moyens de production, l'égalité dans la consommation, dans le travail et dans la vie quotidienne » ;
- le passage graduel à « l'auto-administration sociale » par le « perfectionnement de la démocratie socialiste », la « participation active de tous les citoyens à l'administration de l'Etat, à la direction de l'édification économique et culturelle... »

Le parti de la classe ouvrière devenait le parti du peuple entier ; ses nouveaux statuts, consacrant la « direction collective » marquaient « un grand pas en avant vers le développement de la démocratie à l'intérieur du parti » ; d'un mot, devenait possible « la formation d'un homme nouveau ... qui se distinguera par sa richesse spirituelle, sa pureté morale et sa perfection physique ». Pourtant, dans le temps même où la dictature du prolétariat, toujours définie comme « une forme nouvelle, supérieure de la démocratie par rapport à la démocratie bourgeoise », reçoit son congé, puisqu'avec la victoire du socialisme en U.R.S.S., « la démocratie est devenue générale, socialiste », l'existence de l'Etat, au lieu de la mise en question attendue, se voit confirmée : « L'Etat du peuple entier demeurera jusqu'à la victoire totale du communisme. Ce n'est qu'avec la construction en U.R.S.S. d'une société communiste évoluée, à condition que le socialisme l'emporte et se consolide dans l'arène internationale, que l'Etat cessera d'être nécessaire et qu'il dépérira ».

La question, on le voit, n'est pas facile à trancher, qui est celle de l'Etat et de sa double fonction, endogène, exogène... Quant à la démocratie, qui est ici notre objet, de quoi s'agit-il, derrière le triomphalisme de 1961, que la pratique des années antérieures a largement mis à mal, et point seulement quant au calendrier<sup>38</sup> ? Je proposerai l'hypothèse qui me paraît la plus conforme aux analyses les plus scrupuleuses, savoir que ce qu'il faut peut-être bien rappeler, avec Bettelheim, « le mode d'industrialisation soviétique<sup>39</sup> », plutôt que le « mode de production socialiste », a permis de réunir les conditions d'une démocratie *sociale*, la Sociale qui s'annonçait sur les barricades de juin 1848. Or une telle hypothèse, et sans qu'il soit besoin de la développer, nous renvoie à la distinction déjà évoquée des deux républiques, dans la forme du problème classique de philosophie politique : l'opposition entre égalité et liberté. Ce que l'un gagne, l'autre le perd ; si l'une est *réelle*, l'autre est *formelle* ; la liberté c'est l'injustice et les inégalités ; l'égalité c'est la dictature, le monastère ou la caserne ; l'abbé Raynal tient pour la liberté, Mably pour l'égalité<sup>40</sup> ; Tocqueville assure que l'égalité, au cœur de l'homme, est plus puissante que la liberté, et fait cependant de celle-ci le « contrepoison » des maux qu'enfante celle-là. Les rendre compatibles, c'est à quoi s'engage, aujourd'hui même, le nouveau Concordat passé entre le Saint-Siège et le gouvernement italien ; on « ne se fonderait plus sur la notion de privilège, mais sur le double concept de liberté et d'égalité<sup>41</sup> ».

---

37 Je renvoie globalement à *Histoire du parti communiste de l'Union soviétique*, éd. en langues étrangères, Moscou, p. 763 et suiv.

38 Cf. *ibid.*, p. 781 ; au cours de la première décennie (1961-1970), l'U.R.S.S. devait avoir surpassé les U.S.A. pour la production par habitant, créé « la base matérielle et technique du communisme ».

39 *Le Monde* du 08.11.77.

40 Voir Northcote Parkinson qui narre toute cette histoire apud *L'évolution de la pensée politique*, t. 2, Idées/NRF, 1965, p. 102 et suiv. ; et plus près de nous le récent colloque du G. R. E. C. E., mouvement d'extrême droite, qui traitait des « illusions de l'égalité » (*l'Humanité*, du 07.12.77).

41 Cf. *Le Monde* du 17.11.77.



A moins qu'il ne faille les répudier ensemble ? Voir Marx : « Le système de la valeur d'échange, et plus encore le système monétaire est en réalité le système de la liberté et de l'égalité<sup>42</sup> ». Mais nous savons que nous nous trouvons là au centre de l'idéologie dominante : la bourgeoisie a besoin de proclamer l'égalité juridique pour assurer sa propre liberté, celle de l'exploitation des inégalités ; et cette proclamation se retourne contre elle dès que le prolétariat s'en empare, à partir de ses propres positions. Lénine encore : « Les lieux communs sur la liberté, l'égalité, la démocratie équivalent en fait à une aveugle réédition d'idées qui calquent les rapports de la production marchande. Vouloir résoudre au moyen de ces lieux communs les problèmes concrets de la dictature du prolétariat, c'est adopter sur toute la ligne la position théorique, de principe, de la bourgeoisie. Du point de vue du prolétariat, la question ne se pose qu'ainsi : la liberté de n'être pas opprimé par quelle classe ? L'égalité de quelle classe avec quelle autre ? La démocratie sur la base de la propriété privée ou sur la base de la lutte pour l'abolition de la propriété privée<sup>43</sup> ». Légalité est bien le point focal de l'idéologie sous les rapports capitalistes de production et l'enjeu essentiel des luttes de classes qui s'y déroulent<sup>44</sup>.

Et... notre question revient. Mettre fin aux inégalités se peut-il sans qu'atteinte soit portée aux libertés ? Ou, dans un autre langage, faut-il admettre la subordination des droits politiques et personnels aux droits économiques et sociaux, au risque de voir la subordination s'attribuer l'exclusive, à la manière dont l'infrastructure tend à absorber la superstructure, dans le bon vieux (pas si vieux que ça) schéma économiste ? Un simple coup d'œil sur les principes du droit soviétique confirme l'interrogation et le doute qu'elle emporte. Dans un ouvrage de ce titre précisément, on rencontre, aux premières pages, la définition qui suit : « La démocratie soviétique socialiste est une démocratie véritable parce que l'égalité de tous les moyens de l'U.R.S.S. par rapport aux moyens de production devenus propriété sociale, l'affranchissement du peuple entier du joug de l'exploitation, l'essor sans précédent du niveau culturel de la population assurent les droits égaux de tous les citoyens du pays des soviets du point de vue juridique et de fait<sup>45</sup> ». « L'unité des intérêts de la société et de l'individu » sont au fondement de l'Etat socialiste<sup>46</sup>.

Il n'est plus, d'autre part, possible, comme ce fut longtemps le cas, de considérer la démocratie bourgeoise comme purement illusoire et ses libertés comme formelles. Parce que l'une et les autres sont, pour l'essentiel, le gain de luttes de classe qui furent, ni ne sont vaines. Parce que le fascisme a fait la preuve qu'elles n'étaient point inefficaces.

Or, si la démocratie ne peut se morceler, ni se fragmenter l'ensemble des droits qu'il lui faudra promouvoir, quand elle parviendra à sa forme supérieure et pour y parvenir, il est alors bien temps que nous revenions à la formation sociale qui a mis à l'ordre du jour semblable finalité, à ce « modèle » français que Marx ne lâchait pas des yeux. Ni, à sa suite, Lénine, dont, à nouveau, on retiendra le diagnostic : « Mais, dans des pays plus vieux, plus « expérimentés », que la Russie, le prolétariat révolutionnaire a su, deux fois, trois fois, quatre fois, « revenir là où il avait déjà été battu », il a su (en France par exemple) déclencher quatre révolutions entre 1789 et 1871, retourner chaque fois au combat, après les défaites les plus dures, et conquérir une république dans laquelle il se trouve affronté à son *dernier* ennemi : la bourgeoisie d'avant-garde ; il a su conquérir la république, seule forme d'Etat qui corresponde aux conditions de la lutte finale pour la victoire du socialisme<sup>47</sup> ».

---

42 *Contribution à la critique de l'économie politique*, E.S., 1957, p. 225.

43 T. 30, p. 113.

44 Pour ceux qui n'en seraient toujours pas persuadés, j'ajoute quelques références à Lénine (cf. *De l'égalité, II*) : t. 2, p. 476 ; t. 12, p. 355 et suiv. ; t. 30, p. 95 et suiv., p. 281.

45 *Principes du droit soviétique*, sous la direction du professeur P. Romachkine, Moscou, s. d., p. 12.

46 *Ibid.*, P. 96.

## Et le P. C. F. ?

Je me bornerai, dans la logique de ce qui précède, à quelques observations concernant la démarche du parti de la classe ouvrière, le P.C.F.<sup>48</sup>. Je dirai d'abord, pour faire vite, qu'une double détermination a pesé plusieurs décennies durant, sur le parti, l'une, nationale, *i. e.* conforme à son expérience de la lutte de classes en France, l'autre, internationale, correspondant au rapport des forces, dons aux luttes à l'échelle mondiale, depuis l'avènement de la révolution de 17. Un double discours (au sens neutre, car si duplicité il y eut, il faut alors convenir que le locuteur en fut la première victime) exprima cette situation. Appelons, pour des raisons de commodité symboliques, le premier, *discours de la démocratie* et le second, *discours de la dictature*.

*Le discours de la démocratie*, même s'il lui est en partie antérieur, trouve sa forme la plus élaborée au moment du Front populaire. Au congrès de Villeurbanne, qui se réunit en fin janvier 1936, les principaux thèmes sont en place : l'ampleur de la crise qui accuse la contradiction entre la misère frappant les ouvriers et les difficultés que connaissent petits commerçants et producteurs indépendants, d'un côté, et de l'autre la responsabilité de la grande bourgeoisie (les 200 familles) et du grand capital qui contrôlent l'économie du pays, assurent une mainmise de plus en plus complète sur l'appareil d'Etat et compromettent l'avenir de la nation dont les bases morales et matérielles sont profondément ébranlées<sup>49</sup> ; l'association « dans une même démarche » de l'internationalisme prolétarien et de « la fierté légitime de la grandeur de la France » ; « nous sommes – dit Maurice Thorez, dans son rapport – les héritiers de l'audace et de l'énergie révolutionnaires des jacobins qui ont donné à la France et au monde les meilleurs exemples de révolution démocratique » ; « la perspective d'une création continue de la démocratie » ; une politique d'alliance, notamment avec les travailleurs catholiques ; la transformation du parti en parti de masse ; l'adoption du mot d'ordre « en avant pour une France libre, forte et heureuse » ; la réconciliation de *la Marseillaise* et de *l'Internationale*, du drapeau rouge et du drapeau tricolore ; « l'union du peuple français ». après la libération, l'interview de Maurice Thorez au *times* précise encore que la démocratie en France sera une « création continue<sup>50</sup> ». Le XVI<sup>e</sup> congrès (Saint-Denis, mai 1961) arrête les principales dispositions stratégiques : appeler « toutes les couches sociales non monopolistes » et « le peuple tout entier » à la lutte pour « limiter l'emprise des monopoles » ; élaborer un programme comportant « des dispositions démocratiques audacieuses » et le proposer « aux partis et organisations qui se réclament de la démocratie » afin de « créer les conditions du passage au socialisme<sup>51</sup> ».

*Le discours de la dictature* reproduit fidèlement, on le sait, celui que l'U. R. S. S. tient sur sa pratique. Les lignes en sont adoptées au lendemain de la création de l'I. C. : nécessité de la d. P., pas d'opposition entre démocratie et d. p., cette dernière déterminant les conditions « d'une démocratie nouvelle de type supérieure » où « les droits et les libertés des travailleurs, autrefois formels, deviennent effectifs<sup>52</sup> ». *40 ans plus tard*, Le Congrès de Saint-Denis fait siennes les avancées au XXII<sup>e</sup> Congrès du P. C. U. S., que nous avons rapportées plus haut<sup>53</sup>.

---

47 T. 17, p. 236 ; sur la question des droits, en référence avec la révolution de 1789, je renvoie à la très bonne mise au point de Jean Terfve, *Les droits de l'homme*, paru dans le n° des *Cahiers marxistes*, déjà cité.

48 Je verse ces remarques assurément fort brèves et incomplètes au dossier d'une histoire à constituer ; en attendant je renverrai à la seule histoire existante du O.C.F., écrite par lui, *Histoire du P.C.F., manuel*, E.S., 1964.

49 *Histoire du P.C.F.*, ouvrage cité, p. 302 et suiv. ; je cite presque textuellement.

50 *Ibid.*, p. 485.

51 *Ibid.*, p. 692 et suiv.

52 *Ibid.*, p. 83.

53 *Ibid.*, p. 694 et suiv.

En réalité, ainsi que cela a été dit et redit dans la période récente, le discours de la dictature jouait de plus en plus le rôle d'une caution formelle ; il n'était plus parlé que du bout des lèvres, dans la frustration, la gêne et la repentance. *Parce que son assimilation au « modèle » soviétique* (il y avait donc toujours des « modèles ») *était achevée*. Il n'était plus qu'un préalable à faire disparaître, un obstacle aux changements indispensables. Le silence fut chargé de le recouvrir.

Ces deux discours, plus juxtaposés, dans le meilleurs des cas, que complémentaires, ne pouvaient manquer d'entrer en contradiction, au travers, cela va de soi, des sommations théoriques et pratiques et des contradictions elles-mêmes issues des luttes de classes en France et à l'échelle internationale. Deux moments me paraissent significatifs. Le premier, bien connu, est marqué par l'intervention de M. Thorez au VII<sup>e</sup> Congrès de l'I. C. faisant admettre l'idée de l'alliance avec la social-démocratie et la nécessité de la constitution du Front populaire. C'est le moment instaurateur de « la voie française au socialisme », ainsi que l'exposent les auteurs du récent *Les communistes et l'Etat* : « ... sous l'impulsion de Maurice Thorez, il [le parti] se pose la vraie question : comment être révolutionnaire dans la France d'aujourd'hui ? Comment unir le socialisme avec la démocratie, y compris avec ses traditions et ses formes nationales ? Comment ne faire qu'un avec l'héritage de 1917 et de celui de 1789<sup>54</sup> ? » ; avant de consacrer un développement à l'idée que « le P. C. F. va plus loin », soulignant ainsi l'exemplarité de la démarche.

Un second moment, beaucoup moins remarqué, a consisté dans la tentative, à la charnière des années 60 et 70 de donner, avec *le concept de démocratie avancée*, un statut théorique à la nouvelle forme de transition. La tentative, à mon sens, a échoué, mais elle était révélatrice des difficultés, et même des apories, auxquelles on se heurtait à vouloir concilier deux discours, qui, dans cette conciliation même, s'offraient comme antithétiques. Jusqu'alors, c'est-à-dire jusqu'au manifeste de Champigny, en décembre 1968, qui proposait, selon les propres termes de Waldeck Rochet un « mise à jour », les Congrès du parti s'étaient satisfaits du mot d'ordre de « la démocratie véritable » et de la référence à 36 ; avec la *démocratie avancée*, l'ambition s'avérait plus grande, puisqu'il s'agissait en effet de la problématique de la transition, soit d'un autre Etat que celui des monopoles : « ... l'avenir de la France – lit-on dans le *Traité marxiste d'économie politique*<sup>55</sup> – s'inscrit dans la perspective historique générale de notre époque : le passage du capitalisme au socialisme. La période de la démocratie avancée est la période de ce passage. » Quel Etat, quelle transition ? S'agissant du passage au socialisme, sera-ce la forme française de la dictature du prolétariat, comme il y eut, ailleurs, la *démocratie populaire*, ou *La nouvelle démocratie* ? Ou non ? Ou autre chose, tenant à la fois de la d. P. ou du « socialisme » et de la « démocratie » ? Les textes rendent la question indécidable. D'aucuns parlent même, sans doute pour interpréter l'idée si délicate de « changements qualitatifs partiels » de « transition de la transition » ... tout se passe comme si *le discours de la démocratie* en avait assez de courir sous *le discours de la dictature*. Il faut que les choses se dénouent.

Ce sera fait au XXII<sup>e</sup> Congrès du P. C. F., précédé d'un XX<sup>e</sup> et d'un XXI<sup>e</sup>, lui aussi « extraordinaire », où il faut bien convenir que la doctrine se cherche dans ses certitudes elles-mêmes mal assurées. Des textes ont préparé l'événement dont *Le défi démocratique* au titre-manifeste, qui évoque si peu l'histoire, d'ici et d'ailleurs, et ne traite qu'allusivement de

---

54 Ouvr. Cit., p. 75.

55 *Le capitalisme monopoliste d'Etat*, t. I, p. 187, E. S., 1971. Sur la question de la démocratie avancée, et en attendant une étude plus complète, je renvoie aux documents suivants : rapport de Waldeck Rochet à Champigny et le Manifeste de Champigny (*l'Humanité* du 07.12.1968) ; Allocution de W. Rochet à Aubervilliers (*Humanité* du 27.01.1969) ; discours de W. rochet pour le 20<sup>e</sup> anniversaire de *La Nouvelle Critique* (*l'Humanité* du 04.02.1969) ; Rapport de Georges Marchais et discours de W. Rochet à la journée d'études des entreprises (*Humanité* du 25.02.1969) ; W. Rochet, *L'avenir du P. C. F.*, Grasset, 1969.

l'Etat ; d'autres l'ont suivi et en quelque sorte enregistré, dans l'histoire refaite du discours qui gagne, parce qu'il avait toujours déjà gagné, qui est si peu une histoire<sup>56</sup>. Il faudra bien que quelqu'un fasse les frais de ce miracle, de si loin annoncé : ce sera la d. p., assassinée à la nuit, presque en cachette, mais ce n'est pas très grave, attendu, puisqu'on vous le dit, qu'elle était agonisante depuis si longtemps et que c'était une façon de lui rendre un dernier service... Toute une histoire encore à raconter aux veillées militantes de nos chaumières et qui ne serait pas dépourvue de cocasserie : en pleine période mondiale de transition, la d. p., dépassée par les uns (ou en voie de l'être), surpassée par les autres, qu'ils en conviennent ou pas, n'officialie plus que chez les marginaux attardés ou retardés du procès historique. Ici comme là, le *peuple* s'est (re)substitué à la *classe*.

Soit. Force est bien néanmoins de constater que, théorisée ou pas (plutôt pas), avec le XXII<sup>e</sup> Congrès et ses consécutions, nous, et peut-être le mouvement communiste ouvrier, n'avons jamais été aussi près de ce qu'il faut penser et faire pour promouvoir une démocratie de type supérieur, cet inédit qui concilierait, enfin, égalité et liberté. En témoigne, pour la récente période, la déclaration remise par le parti aux organisations syndicales de la C. F. D. T., de la C. G. T., de la F. E. N. et de F. O., *Pour une avancée décisive de la démocratie*<sup>57</sup>. « Il s'agit, dit ce texte en son préambule, d'*inventer une République nouvelle* » [souligné par moi, G. L.] ; et il explicite son projet sous trois chapitres, dont il nous suffira, pour en apprécier le sens et la valeur, de citer les intitulés :

- *Démocratie sociale*
- *Démocratie économique*
- *Démocratie politique*

Deux ans auparavant, *Vivre libres*, « projet de déclaration des libertés soumis à la discussion des Français » affirmait clairement, en référence avec le passé révolutionnaire du pays, l'attachement aux libertés conquises par le mouvement populaire et démocratique ; « ... il faut, à notre époque, rompre avec la société de classe où les travailleurs sont traités comme de simples instruments de la mise en valeur du capital. Instaurer la société socialiste, où chacun pourra déployer ses capacités et révéler tous les talents dont le peuple est porteur, telle est la raison d'être du P. C. F. Notre parti rejette toute conception fataliste, tout déterminisme mécaniste, comme tout volontarisme. Les luttes de classe et l'intervention consciente des travailleurs, armés de la connaissance des lois du mouvement économique et social, constituent le moteur de toute émancipation<sup>58</sup>. » N'allons pas plus loin. Chacun, et la classe ouvrière la première, connaît cette politique, qui sait lutter où il faut, contre les inégalités qui se multiplient massivement, dans le chômage et les disparités des modes de vie principalement ; contre les atteintes aux libertés qui provoquent le soulèvement face à la classe dominante de secteurs de plus en plus larges de l'opinion et des milieux professionnels.

Est-ce à dire qu'ont disparu les contradictions ? Assurément non. Et s'il est vrai que les contradictions sont la vie même, il faut alors convenir que le parti grouille de vie et que sa santé est excellente. Car l'instrument apte à les maîtriser, du moins quelques-unes, *la dialectique*, continue à faire défaut ou son usage laisse à désirer (or, le désir...). L'analyse par ou bien...ou bien n'a pas dit son dernier mot<sup>59</sup>. Un certain manichéisme non plus. Tout semble parfois se passer comme si l'on ne pouvait faire deux ou trois choses à la fois, ou qu'on le craigne, telles que critiquer le P. S. pour ses reniements et s'adresser aux couches moyennes, « faire descendre », comme dit le jargon interne, et laisser monter, ou tenir le

---

56 C'est le cas, à mon sens, de l'ouvrage cité, *Les communistes et l'Etat*.

57 Cf. *l'Humanité* du 08.11.1977.

58 Ed. de *l'Humanité*, juin 1975, p. 14-15.

59 Ces traits : faiblesse dialectique et ou bien/ou bien sont relevés pour le parti, au moment de sa formation, par les auteurs de *Les communistes et l'Etat*, éd. cit., p. 75.

même et l'autre, dans ses alliances, dans son histoire, dans son sein ... « *Vivre au présent* », « la démocratie d'*aujourd'hui* » et « l'esprit de *notre temps* » assureraient-ils la fonction magique du déni du temps : du passé dépassé, comme dirait Hegel, et de l'avenir dont on ignore de quoi il sera fait ? Il arrive que vienne ce soupçon...

Quoi qu'il en soit, l'abandon de la dictature du prolétariat (notion, concept, étape, Etat...) si elle peut jouer la fonction symbolique de la rupture avec des erreurs anciennes et de l'avènement d'un discours mieux ajusté aux particularités nationales (doit-on dire encore, avec Lénine, « la fusion » ?), n'en garde pas moins la valeur d'un *symptôme*, dont tous les effets ne sont pas actuellement discernables. Point seulement l'imbrication, qui se perpétue, des deux discours, principe de confusions et ambiguïtés politiques (*i. e.* dans la tête des militants d'abord) ; par exemple, face au réformisme, en ce qu'il peut inspirer deux attitudes, celle de la conciliation opportuniste, celle d'un sectarisme nouveau, sans « principes » celle-là. Mais des effets plus spécifiés dont certains déjà bien visibles, même s'ils ne sont encore que tendanciels. Un des moindres concerne les « classiques » : à défaut de s'en dispenser définitivement, puisque le XXII<sup>e</sup> Congrès du P. C. F. représente « une nouveauté » sans précédent dans l'histoire, et qui n'est traitée dans aucun livre<sup>60</sup>, une nouvelle vulgate signalera dans les œuvres ce qui est universel et ce qui est particulier<sup>61</sup>. Un autre consiste dans la pratique résolue de l'amputation, du « phénomène stalinien » bien sûr, mais aussi de ce phénomène de Lénine, qui n'en était, tout compte fait, guère différent ; on s'arrête à Marx, dont le matérialisme historique n'est plus qu'une simple méthode, provisoirement<sup>62</sup> ? La campsocialistomie ne saurait plus tarder. Il y a pire : entretenir si peu que ce soit des illusions sur la résistance de la démocratie bourgeoise, sous prétexte que la classe au pouvoir numériquement réduite<sup>63</sup> remet elle-même en cause les droits qu'elle avait dû concéder. Car la force d'intégration du régime ne peut être sous-estimée ; il fait *système* aussi bien par le réaménagement de ses propres structures, quand il se sent menacé, que par les procédures d'inculcation qu'il secrète en permanence<sup>64</sup> ; pour ne rien dire des prestiges inhérents à l'idéologie de l'égalité/liberté/démocratie. Or, en l'absence de garantie, des risques passent dans l'ombre de formules chargées d'explicitier le procès nécessaire de démocratisation, même chez les meilleurs, telles<sup>65</sup> : « élargissement de la démocratie », « régénération/dégénérescence de la démocratie », « nouveaux développements démocratiques », ou encore « intervention démocratique » et « participation des masses à l'initiative démocratique » ; d'autres idées, à l'inverse, telles « automatisation démocratique », « souveraineté démocratique », « développement de la démocratie de masse », ou « démocratie directe/de base » annoncent d'irréductibles changements.

Car il est clair, aux yeux de tous, que la démocratie est désormais partout devenue la question centrale<sup>66</sup> ; que « la démocratie et la liberté sont aujourd'hui le principal terrain du

---

60 *Ibid.*, p. 243.

61 *Ibid.*, p. 15 ; voir, sur ce projet, l'*Humanité* du 13.07.1977 sous le titre « Lire et éditer les classiques du marxisme après le XXII<sup>e</sup> Congrès » ; voir aussi la *Nouvelle Critique*, n° 109, déc. 1977, p. 62.

62 « Mon point de référence, ce n'est pas Lénine, c'est Marx » déclarait notamment J. Elleinstein, Directeur adjoint du C. E. R. M., face à A. Kriegel, sur France-Culture, le 06.12.1977, 16 h.

63 Avec le capitalisme monopoliste c'est le phénomène inverse de celui qu'observait Marx en 1848 qui se produit, les fractions de la bourgeoisie qui se composaient alors, se décomposent actuellement, réduisant d'autant le champ social au pouvoir.

64 Parmi les percutantes critiques des diverses manipulations que le pouvoir fait subir aux institutions, émanant des juristes, je signale les considérations de Bernard Chantebout, *De l'Etat*, C. L. E., Paris 1975, notamment p. 116 et suiv.

65 J'emprunte les formules qui suivent à l'ouvrage que vient de faire paraître Jean-Pierre Delilez, *L'Etat du changement*, E. S., 1977, je précise qu'elles n'en constituent ni un résumé, ni une analyse.

66 C'est ce qui explique qu'un Président de la République en exercice puisse jeter sur le marché sa propre *Démocratie française* (Fayard, 1976) ; ce « Delly politique, à son dire même, une ombre puisqu'il ne s'agit que

combat de classe, du combat révolutionnaire » ; qu'elle est « non seulement le terrain sur lequel l'adversaire de classe est contraint de reculer, mais qu'elle constitue aussi une valeur historique universelle sur laquelle se fonde une société socialiste originale<sup>67</sup> ». Une démocratie donc, qui s'invente dans les luttes de classe actuelles et fait pièce à la démocratie bourgeoise, avant de la remplacer, comme l'avait perçu, assurément avant bien d'autres, le Gramsci de *Democrazia e fascismo*<sup>68</sup>.

Le singulier de l'affaire, le paradoxe, ce serait d'à nouveau se tromper d'histoire, prendre un « modèle » pour un autre, confondre l'ici et l'ailleurs, jeter les armes qu'on a en mains ; ce serait de ne pas voir, en cet aujourd'hui, où rien n'est déjà joué, que toutes les conditions se trouvent remplies afin que la révolution fasse retour à la terre d'où elle était issue, l'occident.

Ainsi que Marx et Lénine nous l'ont appris.

Décembre 1977

---

d'un projet en voie de formation » (p. 173), présente quand même cet intérêt de ne pouvoir avancer sa défense du libéralisme qu'en douce et sous la condition de ne pas trop éviter des questions venues d'ailleurs ; d'où des assurances répétées concernant la « règle » de l'égalité (p. 81, 151), la lutte contre les inégalités (p. 32, 125) ; et des pages inattendues sur l'autogestion (p. 86), pour faire comme tout le monde, et même « l'Etat des travailleurs » où l'on apprend que l'homme « n'est pas qu'un travailleur » (p. 151).

67 Il s'agit respectivement de déclarations de Paul Laurent et d'Enrico Berlinguer aux cérémonies de Moscou du soixantième anniversaire d'Octobre (cf. l'*Humanité*, du 03.11.1977).

68 Quand il montre que l'alternative fascisme/démocratie a pour fonction de tenir définitivement à l'écart du pouvoir la classe ouvrière, le fascisme offrant à la bourgeoisie l'occasion de s'affirmer démocratique, en particulier en restaurant « l'empire de la loi » ; tandis qu'il s'agit, pour la classe ouvrière de créer sa propre forme politique. Je renvoie ici à l'analyse de Nicola Badaloni (*Il marxismo di Gramsci*, Nuovo politecnico, 74, Einaudi 1975, p. 112-113) qui, face aux gramscismes mous, qui ne surgissent pas par hasard de tous côtés, a le mérite de rétablir avec force la figure du leader léniniste de l'*Ordine nuovo* (entre autres, p. 180 et suiv.). Solliciter Gramsci aujourd'hui n'a pas d'autre sens que de poser les questions de la démocratie de base et de masse, de l'hégémonie (concept dont Togliatti notait qu'il ne représentait pas de « différence substantielle » avec celui de dictature du prolétariat ; cf. *Sur Gramsci*, E.S., 1977, p. 265), de la stratégie et de la fonction dirigeante du parti communiste (sur tous ces points, et bien d'autres, il faut lire le *Gramsci et l'Etat* de Christine Buci-Glucksmann, Fayard, 1975). Le récent ouvrage de Pietro Ingrao, *Masse e potere* (Ed. Ruiniti, 1977), que je n'ai pu que parcourir, me paraît aller dans ce sens ; j'y relève notamment cette définition de l'objectif de la classe ouvrière : « construire une démocratie politique qui soit en mesure non seulement d'intervenir dans l'économie à des fins de répartition équitable et de solidarité [*a fini perequativi o solidaristici*], mais aussi de changer les rapports de production et plus encore d'opérer un changement des classes dirigeantes... une démocratie qui soit ouverte au socialisme et qui permette de parvenir à une transformation socialiste fondée sur le consentement, sur le moment de l'hégémonie et non sur le moment de la coercition » (*Sul rapporto tra democrazia e socialismo*, *Rinascita*, mai 1964, reprod. P. 202).